

La collaboration au service de la survie du littoral et des collectivités qui y vivent



Photos CRDI : Simon Carter

2006-11

par Stephen Dale

Pour protéger les peuplements de palétuviers et améliorer la qualité de vie et les moyens de subsistance de la population locale, il s'est avéré nécessaire d'examiner les séquelles de la guerre et les rapports sociaux dans une optique à long terme.

La province de Koh Kong, dans l'ouest du Cambodge, est sise dans le golfe de Thaïlande; cette région luxuriante, autrefois éloignée, s'enorgueillit de l'un des peuplements de palétuviers les plus impressionnants de tout le Sud-Est asiatique.

Les palétuviers sont des arbres qui se sont adaptés à la vie en eau saumâtre; certains d'entre eux sont dotés de racines aériennes ressemblant à de la paille, nommées pneumatophores, qui sortent de l'eau pour aspirer l'air. Ces arbres, qui poussent en groupes sur le littoral, présentent plusieurs avantages sur le plan environnemental; ils offrent notamment une zone de reproduction protégée aux crabes, aux poissons, aux crevettes, aux huîtres et à d'autres espèces aquatiques. On croit également qu'ils peuvent atténuer les effets des tempêtes sur les côtes.

Toutefois, la mangrove de la province de Koh Kong était menacée, des vagues de nouveaux arrivants tentant d'assurer leur subsistance en exploitant son riche capital de ressources naturelles. Les palétuviers se prêtent à divers usages; on peut entre autres en faire du charbon de bois d'excellente qualité, fort prisé au Cambodge même et aussi dans le pays voisin, la Thaïlande. L'abondance de poissons et de fruits de mer a aussi attiré une multitude de bateaux étrangers, et il y a eu surpêche le long des côtes. Les élevages de crevettes, qui détournent l'eau salée vers des bassins à l'intérieur, ont également eu des effets néfastes sur l'environnement.

Des progrès attribuables à la collaboration

Aujourd'hui, cependant, il semble bien qu'un projet de gestion environnementale exécuté en collaboration a fait en sorte que les collectivités sont mieux en mesure de mettre un frein à une destruction qui, paradoxalement, n'a commencé qu'après la période de génocide et d'atrocités ayant pris fin en 1991. Pendant la guerre civile, il était difficile de se déplacer dans la province de Koh Kong. Une fois la paix rétablie, les routes furent reconstruites, les mines furent enlevées, et des vagues de nouveaux arrivants, dont certains avaient été forcés de quitter d'autres parties du pays, se mirent à construire des fours de carbonisation, à abattre des arbres et à pêcher le poisson en utilisant souvent des moyens destructeurs, comme la pêche à l'explosif.

« Lorsque nous avons lancé notre projet, au mois de décembre 1997, la mangrove était en proie à une destruction massive », souligne Kim Nong, directeur adjoint au ministère de l'Environnement du Cambodge et âme dirigeante du projet de gestion communautaire des mangroves subventionné par le Centre de recherches pour le développement international (CRDI), organisme canadien. « La politique gouvernementale ne permettait pas aux gens d'abattre les palétuviers pour en faire du charbon de bois; la corruption était toutefois un problème connu, désormais résolu, et la destruction pouvait se poursuivre. »



« Voilà comment tout a commencé », ajoute-t-il. « Nous travaillons désormais auprès de la population locale pour comprendre les avantages propres à la mangrove sur le plan environnemental. De vastes secteurs avaient subi une dégradation considérable — une véritable coupe à blanc. Toutefois, ces secteurs ont désormais été récupérés parce que la population a procédé au reboisement. Je dirais que ces secteurs sont rétablis dans une proportion de 90 %. Toutes les activités ayant trait à la fabrication du charbon de bois et à la pêche à l'explosif ont cessé, et ce, sur l'ensemble du territoire. »

Une tendance attestée

Un nouvel ouvrage intitulé *Communities, Livelihoods and Natural Resources*, publié, sous la direction de Stephen Tyler, par le CRDI et Intermediate Technology Publications, comprend un chapitre qui explique comment la situation s'est renversée dans la province de Koh Kong. Cet ouvrage examine l'expérience d'un certain nombre de projets communautaires, menés un peu partout en Asie, qui se sont assurés de la participation des gouvernements et des collectivités locales à titre de coresponsables de la gestion de ressources naturelles menacées. Le chapitre portant sur la province de Koh Kong a été rédigé par Kim Nong et Melissa Marschke, qui était étudiante au troisième cycle au moment où elle a commencé à participer activement au projet, en 1998, et qui est maintenant titulaire d'une bourse de recherches postdoctorales en études de l'environnement et poursuit ses travaux à l'Université York, à Toronto, au Canada.

Comme l'indiquent clairement M. Nong et Mme Marschke, le plus grand défi dans la province de Koh Kong n'a pas été de trouver une solution technique aux problèmes environnementaux, mais plutôt de tisser des réseaux sociaux propices à la collaboration entre les collectivités, les autorités locales et les responsables provinciaux et nationaux. Le Cambodge possède une structure sociale très hiérarchisée, et les décideurs ne sont pas habitués à ce que les personnes de la base leur disent

quoi faire.

« La première fois que nous avons mentionné la protection de la mangrove, les autorités locales et la plupart des fonctionnaires nous ont dit que cette responsabilité incombait au gouvernement, et non à la population locale. Ils n'acceptaient pas que les collectivités locales puissent participer à la gestion des ressources côtières. »

Renverser la vapeur

« Cette exclusion des citoyens du processus décisionnel, qui n'était pas nouvelle, s'était aggravée avec les séquelles psychologiques laissées par la guerre civile et le génocide perpétré par le régime de Pol Pot après 1975 », ajoute Mme Marschke.

« Lorsque vous émergez d'une période aussi épouvantable et que vous avez vécu des situations conflictuelles, vous avez tendance à éviter de vous faire remarquer et de prendre des risques », affirme-t-elle. « Après avoir vu ce qu'ont dû subir ceux qui avaient osé s'exprimer dans un passé récent, on finit par craindre de remettre un peu trop en question le système. Par conséquent, on ne trouve pas au Cambodge des mouvements de la société civile comme il y en a aux Philippines ou en Thaïlande. »

Cette situation était de mauvais augure pour l'avenir de la mangrove, puisque l'engagement communautaire, la confiance nécessaire à l'application d'idées nouvelles et la communication ouverte entre les divers acteurs sociaux étaient des conditions essentielles pour arriver à une utilisation durable.

L'importance cruciale des collectivités

L'équipe du projet s'est donc donné pour mission d'améliorer le climat social. Au moyen d'ateliers et de rencontres, elle s'est employée à faire en sorte que la population locale et tous les ordres de gouvernement se comprennent mieux. Elle leur a en outre permis d'acquérir une connaissance plus approfondie des possibilités qui s'offraient. Pour ce faire, les autorités locales se sont rendues en Thaïlande afin de se renseigner au sujet de la gestion des mangroves; quant aux villageois, ils ont visité d'autres régions du Cambodge où se déroulaient des projets de gestion communautaire des ressources naturelles. Il était important que les mentalités évoluent au sein des collectivités locales de façon à ce que leurs membres assument davantage de responsabilités en vue d'une meilleure gestion des ressources dont dépendent leur subsistance et leur bien-être. Au lieu de leur demander de suivre un plan venant d'ailleurs, l'équipe du projet a cherché à leur donner la compréhension et les compétences nécessaires à la mise en oeuvre de leur propre plan.

Lorsqu'un partenariat fonctionnel a finalement pris forme, il était clair que toutes les parties en étaient venues à apprécier les contributions des unes et des autres. En 2000, l'approbation est venue du plus haut niveau quand le ministre de l'Environnement du pays a visité la région. Outre son caractère symbolique, cette visite, qui entérinait les efforts des collectivités, a eu des effets concrets : en 2004, par exemple, le gouvernement s'est engagé à fournir du riz à la population locale en échange du travail qu'elle avait fait pour reboiser la mangrove. (Mme Marschke fait toutefois remarquer que les collectivités n'ont pas limité leurs activités au reboisement, puisqu'elles ont entre autres mis en place un système de gestion des déchets et créé un refuge ichtyologique.)

Quelles leçons l'expérience de la province de Koh Kong permet-elle de tirer pour d'autres régions dont l'environnement est menacé ?



Une situation fort complexe sur le plan social

À première vue, il semble que le Cambodge aura à relever un éventail de défis d'une ampleur considérable en voulant favoriser une action sociale participative n'excluant personne pour lutter contre la dégradation de l'environnement. « Cette société a connu la guerre, la colonisation et un régime socialiste; à l'heure actuelle, l'aide financière, massive, influe beaucoup sur la suite des choses. Par conséquent, je crois qu'on peut affirmer, sans craindre de se tromper, qu'il s'agit d'une situation fort complexe », d'ajouter Mme Marschke.

D'autre part, Gary Newkirk, professeur à l'Université Dalhousie, à Halifax, au Canada, estime que « toutes les situations sont uniques, toutes les situations sont différentes, mais elles comportent aussi toutes des éléments qu'on peut transposer dans d'autres contextes ». Un réseau de projets de gestion communautaire des ressources naturelles appuyé par le CDRI, dont le siège était au départ à l'Université Dalhousie puis a été déménagé dans les Philippines par la suite, a tenté pendant plusieurs années de cerner les éléments communs aux différents projets. « C'est clair : quand des chercheurs travaillant à des projets différents se réunissent, affirme M. Newkirk, ils passent tout au crible afin de trouver ce qui est susceptible de fonctionner pour leurs projets respectifs. Il en a résulté des avantages dont tous ont pu bénéficier. »

De même, Mme Marschke estime que les résultats concluants si difficilement acquis dans la province de Koh Kong peuvent se révéler instructifs en d'autres endroits du Cambodge où les projets de gestion communautaire des ressources naturelles se multiplient.

Les éléments du succès

Elle explique que la prolifération de tels projets découle en partie de la décentralisation en cours des services gouvernementaux, qui a permis la création d'un cadre juridique cohérent propice à la réalisation d'initiatives communautaires. Cette décentralisation a bénéficié de l'appui des bailleurs de fonds internationaux qui participent — à grande échelle — à la reconstruction du Cambodge depuis les années 1990. La décentralisation est également l'un des principes préconisés dans les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) des Nations Unies.

Cette universitaire canadienne croit que le projet peut jeter un éclairage considérable sur les éléments qui assurent le succès de la gestion communautaire des ressources naturelles. Qui plus est, selon elle, l'expérience menée dans la province de Koh Kong montre bien l'importance d'un engagement sur une longue période. Il s'agit de donner le temps aux collectivités de s'approprier le projet et de faire en sorte que les gouvernements locaux et nationaux, ainsi que les collaborateurs internationaux, remplissent des rôles de soutien auprès des collectivités sans diriger le processus.

Il existe un engagement sincère et profond envers la remise en état de la mangrove dans la province de Koh Kong. « Les normes ont changé quant à ce qui est acceptable et à ce qui ne l'est pas », explique Mme Marschke. « La plupart des gens ne se sentiraient plus à l'aise d'aller en mer pêcher le poisson à l'explosif, comme cela se faisait auparavant, ou de jeter leurs déchets à l'eau; ils se tournent maintenant vers les systèmes de gestion des déchets, ce qui, en fait, constitue une autre retombée importante du projet dans les villages. Le mode de vie est devenu plus sain et plus

durable, et chacun a fait sienne l'idée selon laquelle il peut exercer une influence déterminante sur l'état futur de son environnement. »

Stephen Dale est rédacteur à Ottawa.

Renseignements

Brian Davy, administrateur de programmes principal, Pauvreté rurale et environnement (PRE), CRDI, CP 8500, Ottawa ON, Canada K1G 3H9 – Tél. : 613-236-5247, poste 2540 – Courriel : bdavy@idrc.ca

Kim Nong, directeur adjoint, ministère de l'Environnement, Cambodge – Tél. : 855-23-214108 – Téléc. : 855- 23-214108 – Courriel : pmmr@online.com.kh

Melissa Marschke, titulaire d'une bourse de recherches postdoctorales, Université York, Toronto, 270 York Lanes, 4700, rue Keele, Toronto ON, Canada M3J 1P3 – Tél. : 416-736-2100, poste 4406 – Courriel : mjmarschkeca@yahoo.com

Gary Newkirk, Marine Affairs Program, Université Dalhousie, Halifax NS, Canada B3H 3H9 – Tél. : 902-494-2284 – Téléc. : 902-494-1001 – Courriel : gary.newkirk@dal.ca.